

RAPPORT AU COLLECTIF NATIONAL

PANTIN

samedi 6 mars 1993

Rapporteur : Bob INJEY
Président de l'UNEF

Cher(e) camarade,

La proximité des élections législatives, est toujours propice à la profusion des scénarios quant au nom et à l'activité des futurs ministres.

Pour ce qui est des universités, le suspens est faible, quel que soit le chef d'orchestre la partition risque fort d'être la même.

N'en doutons pas la casse de l'aide sociale, le désengagement financier de l'Etat, la privatisation de pans entiers de notre formation, le développement d'une université à plusieurs vitesses, seront les instruments privilégiés du futur gouvernement avec juste une différence dans l'intensité.

Aussi, quel que soit le nom du futur locataire de la rue de Grenelle, un élément comptera, c'est l'intervention des étudiants eux-mêmes.

C'est le nombre d'endroits où les étudiants décideront de ne pas se résigner, c'est le nombre d'associations UNEF qui seront déterminés à ne banaliser aucun mauvais coup et à réagir face à tout ce qui remet en cause le droit aux études.

Le rapport que je vous présente aujourd'hui, est volontairement concit à la demande de plusieurs camarades pour favoriser l'écoute ; ce rapport donc est traversé par 2 idées :

1) Sur la volonté du gouvernement et des responsables universitaires de poursuivre le remodelage de l'Université.

2) L'exigence nouvelle de développer une activité syndicale au plus près des étudiants et de leur préoccupation d'aider nos adhérents à s'approprier leur syndicat, leur association, pour que celle-ci dans chaque UFR, chaque filière soit un pôle de lutte et d'initiative.

Enfin, cher(e) camarade,

Le Bureau National propose d'une part, de convoquer le 76è Congrès de l'UNEF ; avec un objectif, celui que toutes nos associations, tous nos adhérents en soient pleinement acteurs, et pour se faire, le Bureau National vous propose une initiative exceptionnelle par l'ampleur qu'on veut lui donner pour lancer en très grand la préparation de ce congrès.

Mais avant d'en venir là, je m'attarderais donc sur :

1) les attaques qui se multiplient,

2) la nécessité d'amplifier la riposte et le rôle de l'UNEF.

I - LES ATTAQUES SE MULTIPLIENT

A l'image des discussions sur la rénovation pédagogique, c'est tambour battant et bien souvent dans la précipitation, que le ministère mène sa politique de remodelage de l'Enseignement Supérieur.

Tous les secteurs d'études sont concernés :

- Les IUT avec la réforme qui se met en place. Celle-ci vise à réduire le nombre d'heures de cours d'enseignements généraux et d'adaptation avec une réduction de 200 à 300 heures selon les filières, à supprimer les filières jugées peu rentables (au total 11 filières sur les 21 existantes) et à restreindre les possibilités de poursuite d'études : déjà le rapport Forestier de 1990 préconisait de limiter à 15 % le nombre d'étudiants pouvant poursuivre leurs études.

- Ce sont aussi les études juridiques qui sont touchées. En effet, avec l'arrêté du 7 janvier 1993, le gouvernement veut accorder la possibilité aux écoles privées de commerce de préparer leurs étudiants à l'examen du CFPA (Centre de Formation Professionnelle des Avocats). Concrètement, plus besoin de la maîtrise de Droit pour ces étudiants-là ! Cet arrêté conduit à dévaloriser les formations universitaires juridiques et favorise le glissement de cette formation vers le privé.

- La dernière Conférence des Présidents d'Universités tenue les 20 et 21 janvier derniers, confirme la volonté des principaux responsables universitaires et du gouvernement d'accélérer la mise en oeuvre de leurs projets. Les Présidents d'université souhaitent en effet, accroître l'autonomie des facs "afin de permettre un véritable transfert des responsabilités sur les établissements et leurs Présidents". Ils revendiquent une autonomie en matière de prise de décision, en matière de gestion des personnels conduisant à l'éclatement du statut des enseignants et des ATOS, et enfin une autonomie sur le plan de la gestion des ressources. Satisfaits de la contractualisation avec l'Etat, ils veulent l'étendre aux collectivités territoriales et à d'autres partenaires, c'est-à-dire au privé. Face au désengagement de l'Etat, ils proposent même l'augmentation des droits d'inscription pour l'année prochaine.

Oui, le gouvernement ne renonce pas à ses objectifs ; bien au contraire. Mais pour les mettre en oeuvre, plus que jamais, il tient compte du rapport de force, fac par fac, filière par filière. Ainsi c'est là où l'UNEF n'est pas présente ou très peu influente, que les pires mesures sont prises ou tentent d'être prises en IUT, en 3^e cycle et en Droit. Ceci doit nous alerter, et nous décider à engager un vaste plan de conquête, afin d'être présent dans toutes les filières et toutes les années.

Ceci doit nous aider aussi à mieux appréhender dans sa globalité la réforme Lang. En effet, si le gouvernement avait pu, il aurait supprimé le caractère national des diplômes, il aurait donné aux universités les moyens d'être complètement autonomes, il aurait supprimé des filières... S'il n'a pas pu, c'est qu'il a dû tenir compte du rapport de force nationalement, à savoir le puissant mouvement contre la réforme Jospin de l'année dernière.

Mais, quel est le contenu exact de cette réforme ?

Trois caractéristiques permettent de la définir :

- La première, c'est l'abandon des 4 mesures négatives de la réforme Jospin : aucune filière n'est supprimée en 1er cycle (certaines sont même créées comme la filière Danse, par exemple), aucune réduction d'horaires (selon les filières, le volume global horaire est soit maintenu, soit augmenté), la limitation du redoublement en licence et maîtrise est supprimée de même que le CEU (Certificat d'Etudes Universitaires), le fameux diplôme bidon de première année.

Ces mesures, si elles ont été supprimées, c'est grâce au mouvement contre le projet Jospin. Valorisons donc cet acquis auprès des étudiants. C'est leur victoire.

- La deuxième caractéristique c'est par contre, la diminution de la part de la réglementation nationale dans les diplômes. Le gouvernement aurait souhaité supprimer le caractère national des diplômes, il n'a pas pu. Cependant, la réglementation nationale n'est plus aussi forte, diminuant en moyenne de 60 à 50 %. La seconde mesure négative de la réforme, c'est le regroupement et donc la suppression de diplômes nationaux de 2^e cycle de Sciences.

- La dernière caractéristique, c'est l'absence de moyens.

Alors que les textes prévoient l'apprentissage d'une langue vivante étrangère obligatoire en 1er cycle et 50 % de TD et TP en Sciences et Arts par exemple, aucune mesure financière n'est décidée ! Pire, dernièrement, le ministère a même supprimé 70 millions de francs pour le fonctionnement des universités.

- Au total, la réforme Lang comporte des acquis pour les étudiants, mais il va falloir se battre pour leur mise en application concrète. Quant aux aspects négatifs, ils risquent d'être plus nombreux encore, sous prétexte de pénurie budgétaire. Selon les facs et les UFR, la mise en oeuvre de cette réforme est différente. Elle peut donner lieu à beaucoup d'interprétation et ouvrir la porte à toute une série d'abus.

Il nous faut donc être très vigilant. Soyons très offensif pour faire appliquer les mesures positives de la réforme, d'empêcher les mesures néfastes et d'impulser en grand l'intervention des étudiants dans leur UFR pour qu'ils décident de ce dont ils ont besoin.

- Enfin dernière attaque en date, la volonté de J.Lang de repousser les élections aux CROUS. Après avoir écarté l'UNEF du bilan du PSE, J.Lang veut maintenant s'épargner un débat sur l'aide sociale quitte à spolier les étudiants de leur droits, droit de s'exprimer sur ce qu'ils vivent à l'université et des exigences qu'ils ont ! Droit de se défendre dans les C.A. Droit d'y être représentés. Que craint Jack Lang ?

Que les étudiants exigent plus de bourses ? Plus de chambres en Cité-U ? Que l'UNEF retrouve sa place de première organisation étudiante ? Ou tout cela à la fois ?

L'annonce et la volonté de report des élections aux CROUS est proprement scandaleuse.

Ce report, s'il se concrétisait, constituerait une grave atteinte au fonctionnement démocratique des CROUS.

Premièrement, parce qu'un nombre important de représentants étudiants élus il y a deux ans, sont dans l'incapacité de siéger aujourd'hui ou le seront sous peu, pour des causes liées à la forte mobilité étudiante : fin d'études, départ au service national, changement d'académie...

Il est impossible d'accepter que les étudiants soient ainsi privés de représentants dans les conseils. Au moment même où les attaques se font de plus en plus fortes et où l'avenir des oeuvres universitaires est remis en cause.

Impossible d'accepter qu'au moment des attributions de chambres en cité-U ou des bourses, qui relève maintenant de la compétence des CROUS, les étudiants soient écartés de fait de ces commissions.

Deuxièmement, ce report constitue une grave atteinte à l'expression étudiante de part le caractère exceptionnel que revêtent ces élections.

Organisées nationalement, elles constituent un moment privilégié pour les étudiants, pour s'exprimer sur l'aide sociale. Il y a deux ans, les élections au CROUS avaient été un moyen de faire entendre le refus des prêts bancaires et la volonté de l'augmentation du nombre et du taux des bourses. Mettant les listes présentées par l'UNEF en première position à égalité avec l'UNEF-ID, ces élections avaient permis aux étudiants de se rassembler pour se faire entendre.

D'ailleurs, quelques jours plus tard, Jospin a été contraint dans la présentation du PSE, d'introduire un certain nombre de mesures positives que les étudiants avaient exigé par leur vote.

Cette année, alors que les exigences sur l'aide sociale n'ont jamais été aussi fortes, cette tentative de repousser les élections traduit à quel point le gouvernement a peur que les étudiants s'expriment.

Enfin, repousser les élections ne garantit en rien qu'elles auront lieu l'an prochain.

En effet, le ministre actuel hypothèque sur l'avenir, sachant qu'il n'occupera peut-être plus ses fonctions à la rentrée prochaine, et que son successeur aura tout le loisir de décider ce qui lui plaira en la matière.

Quand on connaît les intentions particulières que certains vouent aux Oeuvres Universitaires, avec à terme leur privatisation, il y a des raisons sérieuses de penser que ces élections pourraient être supprimées du moins dans leur caractère national.

Au regard de tout cela, on mesure mieux l'enjeu qu'il y a à ne pas se laisser faire. Nous proposons pour cela, de poursuivre la campagne afin d'obtenir que les élections se tiennent en mai.

Dès lors, une question se pose : sommes-nous en capacité de contraindre le ministère à revenir sur sa décision ? Pouvons-nous gagner ? Si nous savons faire le lien entre la question des élections d'une part et d'autre part les revendications et les batailles des étudiants sur l'aide sociale, cette exigence peut grandir au point de devenir incontournable.

Une pétition vient de sortir afin que les étudiants puissent exiger une réelle aide sociale, puissent exiger d'obtenir enfin une bourse, un logement décent et d'obtenir aussi le droit de voter avec l'organisation des élections au CROUS début mai.

Les pétitions pourraient être portées au recteur dans chaque académie, lequel a le pouvoir de convoquer les élections. Nationalement, nous pourrions décider de faire du 19 mars prochain (deux ans après, jour pour jour, les dernières élections), un moment fort de la mobilisation, et à cette occasion réfléchir à une initiative publique et spectaculaire en convoquant la presse.

A noter que nous ne sommes pas les seuls à exiger que les élections au CROUS se déroulent cette année. Plusieurs élus dans les CROUS souhaitent qu'elles soient maintenues. En tant qu'élu UNEF au CNOUS, Nicolas Bertrand, vient de s'adresser à chacun d'eux pour qu'ensemble on exige ces élections.

Enfin pour clore ce tour non exhaustif des attaques du ministère, celui-ci vient de prendre la grave décision d'exclure l'AGET du 15 rue des Lois. Local historique de l'AGET depuis 50 ans, le 15 est le symbole d'une tradition de lutte syndicale et revendicative. En tentant d'exproprier l'AGET, le ministère via le recteur, a l'intention de porter un coup à l'expression étudiante à l'université, et veut faire payer à l'AGET et à l'UNEF son rôle dans la défense des intérêts étudiants. C'est inacceptable et nous soutiendrons l'AGET dans sa lutte.

II - UNE UNEF A LA RIPOSTE AVEC NOS ASSOC.

Si la situation à l'université est insupportable, et vécue comme telle par les étudiants, la recherche d'une solution collective n'est pourtant pas immédiate. L'exigence de réussir ses études peut tout aussi conduire à se refermer sur soi, et à tomber dans un individualisme forcené.

Aujourd'hui, l'enjeu est de donner confiance aux étudiants en montrant la légitimité de leur revendication, en la prenant en compte et en se donnant les moyens tous ensemble de s'organiser pour gagner.

Nous avons besoin de plus et mieux informer les étudiants de ce qui se passe, et ensemble de choisir la meilleure riposte.

L'UNEF n'a ni le mode d'emploi, ni le monopole des luttes victorieuses, mais elle a une analyse des propositions qu'elle met à la disposition de tous et elle est un formidable outil pour le mouvement étudiant que tous peuvent utiliser.

Dans notre réponse à la réforme Lang notre seul souci est de prendre en compte l'intérêt des étudiants en bataillant partout pour que les aspects positifs voient le jour et en engageant la riposte chaque fois que des mesures négatives s'attaquent à nos formations. Du tutorat utilisé comme arme de sélection à Toulouse 2 en Psycho, à la diminution du volume horaire du Deug camouflé à Nancy, de la menace de disparition de filières en second cycle sciences, à celle de la session de septembre à Lyon II, nous devons être sur tous les fronts.

Tout en unifiant notre riposte en mettant en avant le besoin d'une réglementation forte pour avoir des garanties sur la reconnaissance nationale des diplômes, en soulignant plus fortement encore le besoin du réengagement de l'Etat dans l'université.

Une pétition va sortir à cet effet, emparons-nous en au juste niveau, pour mesurer le niveau des luttes dans chaque filière, pour donner plus de vigueur en leur fournissant des perspectives. N'hésitons pas à ce qu'elle se traduise par des rassemblements devant les conseils d'UFR et les CA.

Déjà, en Droit, les étudiants ont obtenu des premiers acquis quant à leur bataille sur l'arrêté concernant le CFPA. Dans ce mouvement les adhérents de l'UNEF sont particulièrement actifs, au Panthéon notamment.

Là aussi, saisissons-nous de la pétition nationale pour élargir le mouvement dans nos AGE et utilisons le 11 mars où doit avoir lieu un rassemblement parisien comme tremplin à de multiples initiatives pour gagner.

En IUT, le gouvernement veut précipiter les choses. Si l'accueil, là où l'UNEF est intervenue, a été bon tant au niveau de la discussion que des actions engagées, le nombre d'initiatives tenues reste dérisoire si l'on juge l'ampleur des attaques.

Les IUT ne sont pas les formations où nous sommes le mieux implantés. Trop longtemps même, nous les avons considérés comme à l'abri des plus mauvais coups, et donc nous n'en avons pas fait une priorité. Aujourd'hui, il y a urgence à y intervenir car c'est l'avenir de dizaines de milliers d'étudiants qui s'y joue. Le 4 pages Nouveau Campus - Spécial IUT, est un bon premier matériel qui fait à la fois le bilan des mesures les concernant et c'est un outil immédiat pour l'action avec les propositions et la pétition qu'il contient. Il y a un enjeu à s'en saisir rapidement.

La période nous amène à être très vigilant sur la question des examens. L'affaire Brunstein l'avait dévoilé, les universités sont en totale illégalité sur cette question. L'absence dans au moins 50 % des universités d'une charte des examens, rendue pourtant obligatoire par la loi de 84, livre les étudiants au bon vouloir des profs. Mener bataille dans les universités pour exiger la mise en place de ces chartes avec la prise en compte de nos revendications sur la session de septembre le repêchage, l'anonymat des copies ou la double correction, répond à une nécessité et une exigence.

Celle que les examens ne soient plus un saccage organisé laissé à la libre discrétion de quelques mandarins.

Nous ne pourrons pas répondre à tous les mauvais coups si nous faisons l'économie de nos associations.

Nous voulons faire reculer le gouvernement dans toutes ces mesures négatives, il s'agit alors d'être au plus près des étudiants dans la multiplicité des coups portés. Nous ne pouvons continuer à tenir les choses de manière centralisée, ce serait inefficace pour la riposte et démobilisateur pour nos adhérents.

Au contraire si nous nous appliquons filière par filière, à décider et engager la riposte nous gagnerons autant dans la lutte et dans l'implication de tous. En fait, c'est la question de la vie même de nos associations que je pose ici.

A l'UNEF c'est les associations et nos adhérents qui font la force et la richesse du syndicat.

Et leur permettre de prendre toute leur place, c'est-à-dire de réfléchir, s'exprimer se mobiliser par rapport à ce qu'ils vivent directement c'est-à-dire, s'intégrer à leur association, est déterminant.

Ce n'est pas seulement avec les plus dirigeants ou encore la frange la plus déterminée, ceux que l'on rencontre le plus souvent au local, à la cafet que l'on se mettra en capacité de changer l'université.

Si nous avons une chose à faire c'est que face à chaque problème on fasse l'effort d'informer et de réfléchir avec nos adhérents et notamment ceux de la filière concernée ; de l'intervention de l'UNEF dont il y a besoin.

Cela peut nous paraître évident, mais dans combien de circonstances notre démarche n'est pas celle-là ? Quand nous partons en porte-à-porte avec la pétition sur l'aide sociale et les élections au CROUS, notre premier réflexe est-il d'aller voir tous nos adhérents UNEF, et que se soit avec eux que l'on décide de l'initiative ?

Cela est vrai dans toutes les filières et il y a un enjeu à ce que nous tournons la vie de l'UNEF en direction de nos associations. Que toutes les questions soient appréhendées sous cet angle.

Pour la souscription, aujourd'hui nous en sommes à 30 % et l'objectif est d'arriver aux 100 % fin mars. Le plus efficace ce n'est pas de conserver l'objectif global au niveau de l'AGE mais de le répartir en fonction des associations. L'objectif apparaît alors bien plus réalisable pour les copains de l'assoc favorisant ainsi une meilleure appropriation de cette bataille.

Il en est de même sur la remise des cartes. Quoi de plus efficace que de faire remettre les cartes par les gens qui connaissent les étudiants de la filière. Quoi de plus efficace que de proposer à des adhérents d'une assoc de remettre des cartes autour d'eux dans leurs cours.

C'est en procédant ainsi en partant de nos assoc que nous sommes mieux à même d'intégrer nos adhérents.

La preuve, les élections d'UFR qui ont lieu en ce moment ; si nous avons le souci de bien partir de nos adhérents dans leur filière, elles peuvent comme à Poitiers, être l'occasion de créer des assoc UNEF, là où nous ne sommes pas. Préparées par les adhérents de la filière, elles permettent d'avoir une intervention de l'UNEF au plus près des étudiants et partant de là, plus efficace plus rassembleurs.

C'est ce qui s'est passé à Poitiers avec une explosion en voix, % et élus, des résultats de l'UNEF. C'est ce qui se passe à chaque fois que nous avons cette démarche.

Aborder tous les aspects de notre activité sous l'angle de notre assoc c'est important. Cela va être essentiel pour riposter à la rénovation pédagogique et au-delà tous les projets qui visent l'université. L'association va être déterminante dans ce schéma et elle doit être au centre du prochain stage national de l'UNEF que l'on vous propose de tenir les 9-10-11 et 12 Avril, et au coeur de la préparation de notre prochain congrès.

III - PREPARATION DU 76^e CONGRES

Depuis notre dernier congrès à Lyon, l'université a fait l'objet de multiples attaques.

Projet Jospin, Plan Social Etudiant, réformes des IUT, de Médecine, des 3^{ème} cycles, extension de Ravel. Tous les secteurs de la vie universitaire sont touchés.

A ces attaques, s'ajoute un élément nouveau, celui du rôle que jouent les universités et les UFR dans la mise en place de ces projets.

Dans le même temps, les étudiants et l'UNEF ont mené de nombreuses luttes. C'est le retrait du projet Jospin et avec lui l'abandon de toute une série de mesures néfastes, c'est les luttes sur les inscriptions, les exonérations, les bourses, les transports... Ces jours-ci c'est la lutte engagée en Droit, à Valenciennes pour des locaux, par les étudiants de BTS pour gagner leurs bourses, à Nancy l'assoc de Sciences mène l'offensive face à la diminution du volume horaire que l'on veut leur imposer, à Nice, une pétition circule pour la construction d'une cité-U, à Reims et P8, une bataille va s'engager sur la question des examens ; à Lyon, on gagne le report des délais pour les frais d'inscription.

L'UNEF, plus à l'aise dans la mise en pratique de son orientation, progresse en terme de force organisée.

C'est l'existence d'un plus grand nombre d'AGE, avec la création de 3 AGE en quelques mois, c'est un plus grand nombre d'associations qui vivent. Cela se traduit par une influence nouvelle de l'UNEF et par un autre poids électoral. Ainsi, il y a 2 ans sur la période novembre-février, l'UNEF présentait dans 14 universités. Cette année, nous sommes présents dans 23, et pour la première fois depuis 18 ans, l'UNEF sera présente à Paris II Assas.

Ces progrès de l'UNEF, la nature nouvelle des coups qui nous sont portés, la nécessité d'aller plus loin dans la riposte, toutes ces raisons nous amènent à avoir une ambition toute particulière pour le prochain congrès de l'UNEF.

Congrès résolument offensif, d'une part, qui aide et permette à l'ensemble de l'Union Nationale de prendre dans chaque filière, chaque UFR, l'initiative de la riposte.

On le voit avec la rénovation pédagogique, ou avec le programme de la droite, quel que soit le gouvernement, demain l'ambition est la même et la tactique aussi. "Ne rien changer par d'en haut, mais introduire à tous les niveaux des libertés nouvelles pour développer l'autonomie et le partenariat".

Cela donne un rôle tout particulier aux UFR pour la mise en place de tous les mauvais coups et c'est là qu'il nous faut progresser pour engager la riposte, pour que l'expression "Ne rien laisser passer" devienne avant tout une réalité.

Et il y en a besoin.

Suppression de la session de septembre, suppression d'UV, mise en place de Deug en 3 ans, tutorat en lieu et place de TD... Toutes ces mesures apparaissent dans les UFR quand le rapport de force est défavorable aux étudiants.

Et c'est dans les UFR qu'il nous faut commencer à riposter. Prendre ainsi la construction d'un rapport de force favorable aux étudiants exige des progrès considérables dans la vie de nos associations. Un des objectifs du congrès doit être d'y aider. Tout comme nous devons nous donner l'ambition avec ce congrès d'intervenir partout.

Cité-U, 3^e cycle, BTS STS IUT, Médecine, nous devons être en capacité d'intervenir sur tous les fronts, et à tous les niveaux du TD au national.

D'autre part, ce congrès doit marquer une nouvelle étape dans la mise en oeuvre et le développement d'une vie et d'une activité syndicale toujours plus démocratique au plus près des adhérents.

Au congrès de Lyon, nous avons beaucoup progressé là-dessus. Le texte avait pu être mis dans les mains de 5 400 adhérents un mois avant le congrès, 700 à 800 adhérents avaient participé au congrès d'assoc et d'AGE, enfin plus de 300 délégués se sont retrouvés à Lyon.

Progrès très sensible par rapport aux 3, 4 congrès précédents ; progrès qu'il nous faut renforcer, pour permettre à chaque adhérent de l'UNEF de prendre sa place, un congrès où chaque adhérent puisse participer, réfléchir, débattre. Faire part de ses exigences, de ses interrogations, de ses attentes par rapport à un syndicat de masse.

Un congrès pour discuter de tout, sans raccourcis en partant réellement de ce que vivent nos adhérents et les étudiants, et des questions qu'ils se posent.

En débattre librement, sans schéma préconçu. En débattre non pas entre nous dans une tour d'ivoire, mais à partir de la réalité, des luttes.

En débattre en se donnant un objectif, celui d'y associer le maximum de nos adhérents, que chacune de nos 300 associations et 60 AGE, le préparent en en faisant un moment important dans la riposte.

A Lyon et dans sa préparation, nous avons avancé ; il nous faudra poursuivre ces efforts.

De l'avis du Bureau National, il faut nous mettre en capacité de faire un très grand congrès qui soit véritablement l'aboutissement d'une très large préparation dans toute l'Union Nationale et avec tous les adhérents. Aussi, proposition est faite que le 76^e Congrès se tienne les 11-12-13 et 14 novembre. Et que la préparation de ce congrès commence dès maintenant.

Pour lancer cette préparation, pour mettre toutes nos associations dans le coup, le Bureau National vous propose une initiative exceptionnelle. Initiative qui permette de réunir 300 à 400 responsables d'assoc ou élus, pour qu'ils discutent et débattent de la politique universitaire et la riposte qu'il nous faut. Pour qu'ils partagent leur expérience dans leur assoc, des difficultés qu'ils rencontrent, et des possibilités qui existent.

Initiative qui permette de faire le lien étroit entre les luttes que nous devons développer à l'université et la préparation de nos congrès.

Saccage aux examens, chaînes d'inscription, rentrée universitaire, rénovation casse de l'aide sociale, sur toutes les questions comment doivent progresser nos associations pour qu'elles soient toujours mieux à même pour impulser la riposte, pour intervenir, pour agir.

Initiative pour que 300, 400 responsables d'association discutent et décident ensemble.

Pour qu'ensemble ils voient comment associer les 5 800 adhérents de l'UNEF à la préparation de leur congrès. Cette initiative ambitieuse prendrait la forme de rencontres régionales des AGE de l'UNEF dans 6 villes : Aix Amiens, Bordeaux, Lyon, Poitiers et Paris entre la mi-avril et le début mai.

Cher(e) camarade,

La période qui s'ouvre devant nous, risque fort de voir s'accélérer la casse de nos formations et celle de l'aide sociale. Plus que jamais il y a urgence de mettre l'UNEF, ses associations, ses adhérents en capacité de réagir à tout ce qui dévalorise nos formations et aggrave la sélection sociale.

Plus que jamais il y a urgence à gagner des acquis nouveaux pour les étudiants.

Aujourd'hui, la balle est dans notre camp pour commencer dès à présent, à préparer dans les luttes, le 76^e Congrès qui devra marquer une étape décisive dans la riposte étudiante.

DU 9 AU 12 AVRIL

STAGE NATIONAL

DE L'UNEF

Politique Universitaire, vie des associations, aide sociale..., dans nos assocs il y a souvent l'exigence d'une formation syndicale pour être mieux à même d'impulser l'activité de l'UNEF. Répondant à cette demande, le stage est ouvert à tous nos responsables, aux membres des bureaux d'association.

Dès maintenant, proposons à nos adhérents d'y participer et inscrivons-les.

Contactez-nous rapidement pour nous faire part du nombre d'inscrits dans ton AGE, en demandant de préférence François Toulat, qui est le responsable du stage.